



Instituut van de Bedrijfsrevisoren Institut des Réviseurs d'Entreprises

Koninklijk Instituut - Institut royal

Monsieur Benoît VANDERSTICHELEN
Président
Monsieur Bart VAN COILE
Vice-Président
IEC-IAB
Boulevard E. Jacqmain, 135/2
1000 Bruxelles

Le Président

Correspondant	Notre référence	Votre référence	Date
president@ibr-ire.be	TD/MB/EV/ms		28.03.2017

Monsieur le Président,
Monsieur le Vice-Président,

Nous avons bien reçu votre courrier du 23 mars 2017, lequel a retenu notre meilleure attention.

Nous en avons discuté longuement et en toute transparence avec les membres de notre conseil à l'occasion de notre réunion de ce vendredi 24 mars 2017 et le conseil nous a mandaté pour vous adresser la réponse suivante.

En ce qui concerne la procédure utilisée

Nous ne vous cacherons pas notre incompréhension totale face à la procédure utilisée par l'IEC dans le traitement de ce dossier, laquelle nous a non seulement étonnés, mais surtout déçus.

Tout d'abord, pourquoi ne pas avoir pris directement contact avec nous avant d'aller directement exposer vos inquiétudes auprès de nos ministres de tutelle ? Vous ne nous avez pas donné l'occasion de vous éclairer sur les raisons et les implications du projet de norme dont la procédure de consultation publique a été lancée en toute transparence depuis plusieurs semaines, conformément aux procédures légales.

Soyons clair : votre réaction engendre, au-delà de l'incompréhension, un profond malaise au sein de notre conseil. Nous vous demandons solennellement de modifier sans délai votre attitude à notre égard à ce propos.

En ce qui concerne le projet de norme modifiant la norme complémentaire aux normes ISA applicables en Belgique (consultation publique du 31 janvier au 17 mars 2017)

S'agissant du fond du problème, nous devons également vous faire part de notre incompréhension la plus totale.



Bld E. Jacqmainlaan 135/1
B-1000 Bruxelles/Brussel
TEL.: 02 512 51 36
FAX: 02 512 78 86
e-mail: info@ibr-ire.be
Bank/Banque:
IBAN: BE 11 0000 0392 3648
BIC: BPOTBEB1

Instituut van de Bedrijfsrevisoren Institut des Réviseurs d'Entreprises

Koninklijk Instituut - Institut royal

Précisons d'emblée que le projet de norme incriminée concerne les réviseurs d'entreprises, et n'a aucun impact pour les experts-comptables, même dans le cas de l'exécution de missions communes avec les experts-comptables. Nous ne comprenons pas en quoi les normes de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises pourraient concerner l'exercice par les experts-comptables de missions légales ou de missions de contrôle contractuel. Notre champ de compétences se limite aux réviseurs d'entreprises. En aucun cas, nous ne pouvons imposer nos normes aux experts-comptables.

Ensuite, soulignons que la norme relative à l'application des ISA à l'audit de tous les états financiers et la norme complémentaire à cette norme ne sont pas neuves. Quant à lui, le projet de norme ne fait que reprendre une explication relative à une règle adoptée sans contestation ni remarque depuis la norme du 10 novembre 2009 (adoptée par le CSPE le 15 décembre 2009 et approuvée par le ministre de l'Economie le 1er avril 2010 - M.B. du 16 avril 2010, p. 21.774). Cette norme est applicable à l'audit des états financiers clôturés à partir du 15 décembre 2012 en ce qui concerne les entités d'intérêt public et à partir du 15 décembre 2014 en ce qui concerne les autres entités.

En effet, le paragraphe 1^{er} de cette norme de 2009 prévoit que « *Les réviseurs d'entreprises procéderont au contrôle de tous les états financiers (audit) et à l'examen limité d'informations financières conformément aux International Standards on Auditing (Normes ISA) et aux International Standards on Review Engagements (Normes ISRE) respectivement, telles qu'adoptées par l'International Auditing and Assurance Standards Board à la date du 15 décembre 2008 et dans la mesure où ces normes ont été traduites dans la langue nationale applicable...* »

Le champ d'application de cette norme est « le contrôle de tous les états financiers (audit) » et n'est en rien limité aux audits légaux (mandats de commissaire). Les ISA elles-mêmes ne limitent pas le vocable « états financiers » aux états financiers soumis à un contrôle légal. En se référant explicitement aux examens limités, la norme de 2009 signifie que les ISA peuvent s'appliquer au-delà des hypothèses de contrôle légal des comptes.

Cette norme a également abrogé les normes générales de révision, à l'exception des missions qui n'entrent pas dans le champ d'application des normes ISA. Dès lors, aucun cadre référentiel autre que les ISA n'existe plus aujourd'hui pour l'audit contractuel d'états financiers par des réviseurs d'entreprises.

Dans la Circulaire 2015/4 du 31 mars 2015, communiquée au CSPE et consultable par le public sur le site internet de l'IRE, le Conseil de l'IRE a précisé l'impact des ISA sur les missions particulières en soulignant que les ISA pouvaient constituer le référentiel adéquat : « *Tout d'abord, le Conseil de l'IRE souhaite souligner que les textes de loi relatifs aux missions particulières n'ont pas été rédigés dans un contexte international, de sorte qu'ils n'ont pas suivi les évolutions au niveau international. Vu ce décalage dans le temps, il peut exister des différences entre la terminologie du texte de loi et celle utilisée au niveau international, et ce, en particulier en ce qui concerne l'étendue de la mission et du reporting par le commissaire et/ou le réviseur d'entreprises.* »

Instituut van de Bedrijfsrevisoren Institut des Réviseurs d'Entreprises

Koninklijk Instituut - Institut royal

La mission du réviseur d'entreprises et les éléments sur lesquels il doit faire son rapport sont définis par la loi. Toutefois, la loi ne précise pas les procédures à exécuter.

Dès lors, l'IRE a adopté des normes spécifiques pour un certain nombre de missions particulières. Ces normes restent en vigueur, nonobstant l'adoption des normes ISA et ISRE. Dans la mesure où la loi ou la norme spécifique de l'IRE, exige l'exécution de procédures ayant la nature d'un audit ou d'un examen limité, le réviseur d'entreprises peut considérer utile de se référer à certains aspects de ces normes internationales afin d'exécuter la mission particulière.

Il en va de même pour les autres missions particulières pour lesquelles aucune norme spécifique n'a été adoptée ou pour les missions confiées au commissaire et/ou au réviseur d'entreprises par d'autres textes législatifs ou réglementaires ».

Cette position du Conseil de l'IRE a été confirmée et détaillée dans la Circulaire 2016/03 du 5 février 2016 « Application des normes ISA et ISRE et notes pratiques relatives à l'exécution de certaines missions particulières prévues par le Code des sociétés ». Cette circulaire a été communiquée au CSPE et est également consultable par le public sur le site internet de l'IRE ; cette circulaire indique notamment ceci : « *Pour certaines missions particulières, l'IRE a adopté des normes spécifiques. Ces normes restent en vigueur, nonobstant l'adoption des normes ISA et ISRE. Le Conseil de l'IRE souligne que dans la mesure où l'exécution de procédures ont la nature d'un audit ou d'un examen limité, de manière explicite ou implicite, le réviseur d'entreprises doit le faire conformément aux normes ISA ou ISRE* ».

Le 30 juin 2016, le conseil de l'IRE a lancé une consultation publique concernant un projet de norme relative à l'application des normes internationales d'audit nouvelles et révisées (normes ISA) en remplacement de la norme du 10 novembre 2009, avec pour objectif la prise en compte de la révision de certaines normes ISA et l'application d'une nouvelle norme ISA.

Dans le prolongement des lignes de conduites précédemment formulées, le projet de norme soumis à consultation publique confirme que: « *Les réviseurs d'entreprises procéderont au contrôle de tous les états financiers (audit) et à l'examen limité d'informations financières historiques qui leur sont confiés par ou en vertu de la loi belge ou sur une base contractuelle, conformément aux International Standards on Auditing (normes ISA) – y compris les normes ISA (nouvelle et révisées) – et aux International Standards on Review Engagements (normes ISRE) – y compris les normes ISRE révisées – respectivement, telles qu'adoptées par l'International Auditing and Assurance Standards Board à la date du 31 décembre 2015 et applicables aux exercices clôturés à compter du 15 décembre 2016, et dans la mesure où ces normes ont été traduites dans la langue néerlandaise et française et publiées sur le site internet de l'IRE* ».

La référence spécifique aux missions contractuelles de contrôle dans ce projet de norme était simplement une précision de notre précédente interprétation.

L'ISA 200.3 stipule qu'un contrôle d'états financiers (audit) vise tout contrôle dont le but est de renforcer le degré de confiance des utilisateurs présumés des états financiers. Celui-ci est atteint par l'expression par l'auditeur d'une opinion selon laquelle les états financiers sont établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à un référentiel comptable applicable. Pour la plupart des référentiels comptables à usage général, cette opinion porte sur le fait que les états financiers sont présentés sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, ou donnent une image fidèle conformément à ce référentiel.

Le CSPE a approuvé ce projet de norme le 23 novembre 2016. Lors de notre audition, la précision apportée sur le champ d'application de la norme n'a pas soulevé de remarques.

Comme vous le constaterez à la lecture de ce qui précède, la précision apportée n'est pas neuve et a été faite, en toute transparence vis-à-vis de tous les *stakeholders*, par le mécanisme légalement obligatoire de la consultation publique.

En aucun cas, nous n'avons voulu dissimuler cette interprétation, ni l'imposer en dehors du cercle des réviseurs d'entreprises.

En ce qui concerne la critique faite aux normes ISA

L'IRE conteste fermement le fait que l'application des ISA entraîne systématiquement des charges disproportionnées pour le contrôle des PME; pour les professionnels qui ont une connaissance adéquate des ISA et de la société à contrôler (ce qui est de toute façon une obligation), il existe de nombreuses possibilités de proportionnalité ou d'application correcte de règles particulières (p.ex.: implication des résultats de l'analyse des risques et du contrôle interne, de la matérialité, ou encore des règles de *sampling*).

Ainsi, sur 22.368 mandats, il y en a plus de 4.000 pour lesquels les honoraires de commissaire sont inférieurs à 2.500 €.

L'affirmation de l'IEC concernant l'inutile complexité des ISA est lancée sans aucune preuve, et qui plus est, par des personnes qui n'ont vraisemblablement jamais pratiqué les ISA et qui relayent, sans bien les comprendre, des critiques vaines sur ces normes.

Ce qui est vrai, c'est que ces normes sont complexes à appliquer par des personnes qui n'en ont pas une connaissance approfondie ou qui n'en font pas une utilisation régulière.

Instituut van de Bedrijfsrevisoren Institut des Réviseurs d'Entreprises

Koninklijk Instituut - Institut royal

L'IRE est, par ailleurs, tout à fait d'accord d'approfondir la problématique de proportionnalité des ISA afin de fournir une guidance pratique aux professionnels afin de leur permettre d'appliquer les ISA de manière efficace et à un cout raisonnable pour les entités contrôlées. Nous renvoyons déjà à la circulaire 2013/05 : Application des normes ISA proportionnellement à la taille et à la complexité de l'entité (« scalability » des normes ISA, que vous pouvez consulter sur notre site).

En ce qui concerne la demande au CSPE

Nous prenons acte que la demande formulée par l'IEC d'organiser une concertation avec l'IRE qui « *aurait pour objet de s'accorder sur le référentiel normatif applicable aux missions que nos membres experts-comptables externes partagent avec les membres de l'IRE* ».

L'IRE estime que les missions de contrôle qui aboutissent à la rédaction d'un « rapport » devraient être soumises aux mêmes règles, non seulement en matière normative, mais également en matière de déontologie et de contrôle de qualité, qu'elles soient exécutées par un réviseur d'entreprises, ou, lorsqu'il en a la compétence légale, par un expert-comptable. En outre, il serait anormal et injustifié que des professionnels ne soient pas soumis, pour les mêmes missions, à une supervision de valeur équivalente.

Dans cet esprit, nous rappelons que l'IRE est disposé à collaborer à toute initiative qui serait prise par le CSPE et qui aurait l'objectif énoncé ci-avant.

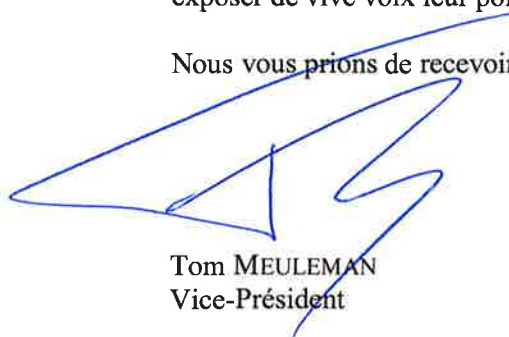
En ce qui concerne les pourparlers de fusion

Le Conseil de l'IRE prend acte avec regret de la décision de l'IEC d'exclure unilatéralement l'IRE des pourparlers de fusion. L'IRE souhaiterait obtenir l'avis du conseil de l'IPCF sur cette exclusion.

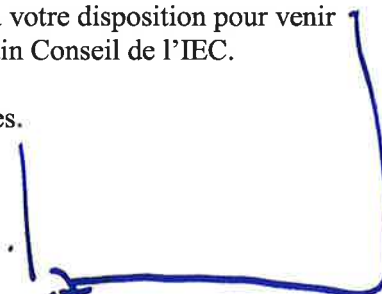
En conclusion, le Conseil de l'IRE est réellement choqué par la procédure adoptée par l'IEC et par les procès d'intention qui sont injustement faits à l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Le Président et le Vice-Président de l'IRE se tiennent à votre disposition pour venir exposer de vive voix leur point de vue lors d'un prochain Conseil de l'IEC.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.



Tom MEULEMAN
Vice-Président



Thierry DUPONT
Président



Institut des Réviseurs d'Entreprises
Monsieur Thierry Dupont
Et Monsieur Tom Meuleman
Boulevard Emile Jacqmain 135
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 23 mars 2017

Votre réf. : -
Notre réf. : Consultation publique
Contact : Eric Steghers
Tél. : 02 543 74 92
E-mail : e.steghers@iec-iab.be

Concerne : Consultation publique organisée par l'IRE relative au projet de norme complémentaire (révisée) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique – Le rapport du commissaire dans le cadre d'un contrôle légal de comptes annuels ou consolidés et autres aspects relatifs à la mission du commissaire

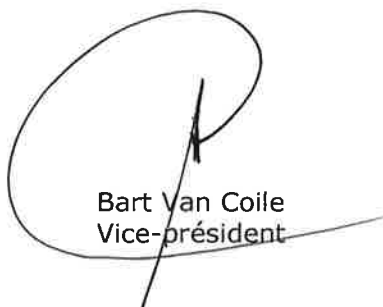
Monsieur le Président,
Monsieur le Vice-président,

Nous avons répondu à votre consultation publique en date du 17 mars dernier.


Nous vous invitons à trouver en annexe les courriers que nous avons adressés à nos ministres compétents ainsi qu'au Conseil supérieur des professions économiques qui nous a reçus ce 22 mars.

Vous verrez dans ces courriers que nous avons demandé un entretien afin qu'une solution puisse être trouvée à l'application obligatoire des normes ISA aux missions légales confiées à la fois aux experts-comptables et les réviseurs d'entreprises, ainsi qu'aux missions contractuelles.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Monsieur le Vice-président, l'expression de nos sentiments distingués.



Bart Van Coile
Vice-président



Benoît Vanderstichelen
Président

Tom Kloeck

From: Ivan Meganck on behalf of Benoît Vanderstichelen
Sent: vrijdag 17 maart 2017 14:03
To: 'tech@ibr-ire.be'
Cc: Eric Steghers; Bart Van Coile; Benoît Vanderstichelen
Subject: Openbare raadpleging - ontwerp bijkomende norm

Waarde Voorzitter,
Geachte heer Dupont,
Beste Thierry,

Waarde Ondervoorzitter,
Geachte heer Meuleman,
Beste Tom,

Het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten heeft kennis genomen van het in het onderwerp van deze mail genoemd ontwerp van bijkomende norm. M.b.t. dit ontwerp heeft het IAB volgende bezwaren en opmerkingen. Deze bezwaren en opmerkingen hebben hoofdzakelijk betrekking op enerzijds het toepassingsgebied en anderzijds de definities.

In paragraaf 1 van de ontwerpnorm wordt bepaald dat de norm van toepassing is op het verslag van de commissaris. Paragraaf 2 bepaalt echter dat de bepalingen van deze norm *mutatis mutandis* van toepassing zijn op de verslagen van de bedrijfsrevisor in de gevallen dat de bedrijfsrevisor niet de commissaris is van de gecontroleerde entiteit. Paragraaf A2 lichter verder toe dat de bedrijfsrevisoren zullen overgaan tot de controle van alle financiële overzichten (audit) die hen worden toevertrouwd op contractuele basis overeenkomstig de ISA's. Paragraaf 3 bepaalt dat indien de uitvoering van een bijzondere opdracht een controle vereist, de bedrijfsrevisor deze controle dient uit te voeren overeenkomstig de ISA's. In paragraaf A3 wordt hieraan toegevoegd dat de notie "bijzondere opdrachten" de opdrachten aanduidt die door het W.Venn. worden toevertrouwd aan de bedrijfsrevisor, al dan niet in de hoedanigheid van commissaris. Volgens het ontwerp van norm blijven deze normen onverkort gelden, ongeacht de invoering van de ISA's.

In de eerste plaats verzet het IAB zich formeel en principieel, om redenen die verder nog zullen worden toegelicht, tegen de zuivere *mutatis mutandis* toepassing van de bepalingen inzake de commissaris en het commissarisverslag bij een wettelijke controle in geval van een contractuele controle.

Ten tweede vermag het IBR niet om door middel van een eenzijdig opgestelde norm deze opdrachten te regelen, zonder overleg met het IAB onder toezicht van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen conform artikel 54 §§ 1 en 2 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, aangezien deze norm betrekking heeft op een aangelegenheid die betrekking heeft op meer dan één beroep of hoedanigheid, namelijk de tussen accountants en bedrijfsrevisoren gedeeld voorbehouden bijzondere opdrachten. De normen die deze gedeeld voorbehouden bijzondere opdrachten regelen moeten door het IAB en het IBR gezamenlijk opgesteld en gewijzigd worden.

Desondanks werd het IAB niet door de HREB geraadpleegd over het door de HREB op 23 november 2016 goedgekeurde ontwerp van norm inzake de toepassing van de nieuwe en herziene Internationale controlestandaarden (ISA's) in België en tot vervanging van de norm van 10 november 2009 inzake de toepassing van de ISA's in België.

Paragraaf A6 bepaalt dat de voor de niet in de norm omschreven termen verwezen wordt naar de in de ISA's en het W.Venn. opgenomen definities. In paragraaf 7, ix) wordt "wettelijke controle" gedefinieerd als "de wettelijke controle zoals omschreven in artikel 16/1 van het Wetboek van vennootschappen en in de artikelen 142 en 146 van het Wetboek

van vennootschappen". Paragraaf 7, x) definieert "controle" echter als "de notie van controle (audit) zoals omschreven in de ISA's".

De definitie van "controle" uit paragraaf 7, x) van het ontwerp is zowel strijdig met de definitie van "wettelijke controle" uit paragraaf 7, ix) als met de bepalingen van het W.Venn. Door middel van deze definitie van "controle" in deze norm wordt een wijziging of minstens een interpretatie *contra legem* van het W.Venn. beoogd. Krachtens artikel 84 van de Grondwet kan alleen de wet een authentieke uitlegging van de wetten geven. Het IBR vermag dan ook niet door dit ontwerp van norm een andere betekenis aan het begrip "controle" of het begrip "wettelijke controle" te geven dan de wetgever bedoeld heeft.

Door het gebruik definitie van "controle" zoals uiteengezet in dit ontwerp, dreigt er verwarring te ontstaan waarbij het begrip "controle" ten onrechte vereenzelvigd zou worden met het begrip "audit". Het is onjuist om het woord "audit" te vereenzelvigen of te vertalen door "controle". Het woord "audit" is een bestaand woord in zowel de Nederlandse als de Franse taal. In het Frans wordt het woord "audit" gedefinieerd als "révision et controle de la comptabilité et de la gestion (d'une société)" (Le Petit Robert, Paris, Dictionnaires Le Robert, 1989, 130). In het Nederlands betekent het woord "audit" volgens Van Dale "kritisch onderzoek naar de bedrijfsvoering" (<http://www.vandale.be/opzoeken?pattern=audit&lang=nn>).

Er bestaat een "wettelijke controle" en een "contractuele controle". Er bestaat eveneens een "wettelijke audit" en een "contractuele audit". Elke "wettelijke audit" is een "wettelijke controle" maar naast de "wettelijke audit" bestaan er ook nog andere vormen van "door de wet voorziene controles" bijvoorbeeld bij de uitgifte van aandelen zonder nominale waarde beneden de fractiewaarde conform artikel 582 W.Venn.

Hetzelfde geldt voor de "contractuele controle". Iedere "contractuele audit" is een "contractuele controle" maar niet elke "contractuele controle" is een "contractuele audit". Er zijn ook andere vormen van "contractuele controles" mogelijk.

Dit klemt des te meer, aangezien dit debat door de wetgever reeds beslecht is geworden in het kader van de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren. In het oorspronkelijk wetsontwerp dat tot deze wet geleid heeft bepaalde artikel 96 tot invoering van artikel 16/1 W.Venn., voornamelijk m.b.t. artikel 16/1, 3°:

*"Artikel 16/1. Onder "wettelijke controle van de jaarrekening" moet worden verstaan, de wettelijke controle van de statutaire jaarrekening en de wettelijke controle van de geconsolideerde jaarrekening:
1° door het recht van de Europese Unie voorgeschreven;
2° voor kleine vennootschappen, wanneer deze controle vereist wordt door het Belgisch recht;
3° op vrijwillige basis uitgevoerd op verzoek van kleine ondernemingen."* (Wetsontwerp, Parl. St. Kamer 2016-2017, 2083/001, 295-296)

De wetgever heeft hierop een amendement ingediend, dat geleid heeft tot huidig artikel 16/1 W.Venn. (Amendement nr. 4, Parl. St. Kamer 2016-2017, 2083/002, 7-8).

In de verantwoording bij dit amendement werd onder punt 2° expliciet bepaald: "Bijzondere controleopdrachten in de zin van artikelen 181, 436, 582, 596, 598, 695, 708, 731, 746, 772/9, 777, 783, 887, 892, 944, 962 en 1007 W. Venn., worden niet als wettelijke controles in de zin van Richtlijn 2006/43/EG beschouwd."

Onder punt 3° van de verantwoording werd uiteengezet dat enkel de opdrachten die op vrijwillige basis op verzoek van kleine vennootschappen worden uitgevoerd en die gepaard gaan met de bekendmaking van een verslag van de commissarissen in de zin van artikel 100, § 1, 4° juncto artikel 144 W.Venn. te beschouwen zijn als een "wettelijke controle van de jaarrekening" in de zin van de auditrichtlijn en dus van het Wetboek van Vennootschappen.

Het ontwerp van norm dat thans voorligt lijkt zo eerder gesteund te zijn op het oorspronkelijk wetsontwerp dan op de actuele wet, en zou de indruk kunnen wekken om – tegen de huidige wet en de wil van de wetgever in – de ISA's van toepassing te maken op alle vormen van controleopdrachten, wettelijke én contractuele, ongeacht of deze gedeeld zijn met de accountants.

Dit heeft tot gevolg dat er twee verschillende normen op dezelfde opdracht van toepassing worden gemaakt. Wanneer een contractuele controle wordt uitgevoerd door een accountant, is hierop de Algemene Controlenorm van de Raad van het IAB d.d. 30 september 1991 van toepassing. Wanneer dezelfde opdracht echter door een bedrijfsrevisor zou worden uitgeoefend, zou deze conform het voorliggend ontwerp van norm de ISA's moeten toepassen.

Deze contractuele controles worden meestal uitgevoerd op KMO's en micro-ondernemingen die niet onderworpen zijn aan een wettelijke controleverplichting door kleine en middelgrote accountants- en bedrijfsrevisorenkantoren.

Volgens de impactanalyse zijn KMO's niet betrokken en heeft de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren geen impact op hen omdat de wettelijke verplichting voor een wettelijke controle van de jaarrekening enkel van toepassing is op grote vennootschappen en vennootschappen die deel uitmaken van een groep die een geconsolideerde jaarrekening moet opstellen." (Impactanalyse, *Parl.St. Kamer 2016-17*, nr. 2083/001, 203-204).

Ook de Europese wetgever heeft niet de bedoeling om de ISA's verplicht van toepassing te maken op contractuele controles van KMO's en micro-ondernemingen (Mededeling van de Europese Commissie over een vereenvoudiging van het ondernemingsklimaat op het gebied van vennootschapsrecht, financiële verslaggeving en controle van jaarrekeningen dd. 10 juli 2007 heeft de Europese Commissie onder punt 4, bladzijde 8 e.v.; Europese Commissie, "Small Business Act", 25 juni 2008; Europese Commissie, "Groenboek Beleid inzake controle van financiële overzichten: lessen uit de crisis", 13 oktober 2010; Resolutie van het Europees Parlement van 18 december 2008 over financiële verslagleggingsvoorschriften voor kleine en middelgrote ondernemingen, met name micro-entiteiten; Boekhoudrichtlijn 2013/34/EU dd. 26 juni 2013, overwegingen 13 en 43).

Hoogachtend,

Benoît Vanderstichelen
Voorzitter | Président

Bart Van Coile
Ondervoorzitter | Vice-président

Directiesecretariaat | Secrétariat de direction :
Ivan Meganck
Executive Management Assistant
+32-2 543 78 65



Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten
Institut des Experts-comptables et des Conseils fiscaux

Renaissance Building - Bâtiment Renaissance
Emile Jacqmainlaan 135/2 Boulevard Emile Jacqmain
1000 Brussel - Bruxelles

02/543.74.90 | www.iec-iab.be | info@iec-iab.be

Disclaimer | Before printing, think about ENVIRONMENTAL responsibility